



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024140-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**17 AVENANT À LA CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES ENTRE LA VILLE ET LE C.C.A.S. DE ROUEN - AUTORISATION DE SIGNATURE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen est un Etablissement Public Administratif Communal. Il anime une action générale de prévention et de développement social en liaison avec les institutions publiques et privées, conformément aux articles L123.4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Une convention de prestations de services en date du 22 février 2022 fixe les dispositions relatives aux concours apportés par la Ville de Rouen au C.C.A.S. et réciproquement. Elle recense les domaines concernés et fixe les modalités d'intervention de chacun. Elle précise également la nature et les modalités de calcul de leur coût sauf dispositions particulières.

A ce titre, le C.C.A.S. bénéficie du support régulier des services de la Ville de Rouen pour l'exercice des fonctions suivantes :

- Ressources Humaines (part non transformée en service commun),
- Systèmes d'information,
- Gestion du parc automobile,
- Affaires juridiques / commande publique,
- Communication, relations publiques et manifestations,
- Espaces Verts (élagage),
- Courrier.

Cette convention arrive à échéance le 1^{er} janvier 2025. Comme le permet son article 2, il est proposé de la proroger d'un an, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2026 par avenant, présenté en annexe. Ce délai permettra de finaliser l'état de lieux de la mutualisation et d'en adapter les modalités le cas échéant.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-2,

VU la Convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen en date du 22 février 2022,

CONSIDÉRANT la nécessité de proroger la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen d'un an,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer l'avenant à la convention de prestations de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen en date du 22 février 2022 tel que présenté en annexe.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024140-DE

Accusé certifié exécutoire

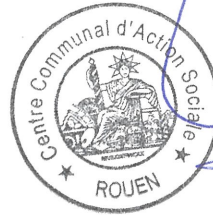
Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.